

Bulletin du FMI

MONITEUR DES FINANCES PUBLIQUES

Les gouvernements face au dilemme dette-croissance

Bulletin du FMI en ligne
20 septembre 2011



Demandeurs d'emplois en Californie : les gouvernements doivent réduire la dette publique et créer des emplois (photo: Joshua Sudock/Orange County Register)

- La dette publique croissante plombe les bilans des pays avancés
- Les pays émergents doivent utiliser leurs gains pour se prémunir contre les risques mondiaux
- Les pays à faible revenu ont besoin de plus de recettes et de dépenses sociales ciblées

Les gouvernements du monde entier sont confrontés à face à un dilemme : comment réduire la dette et les déficits publics, tout en promouvant la croissance et l'emploi alors que la fébrilité des marchés financiers ébranle la reprise économique mondiale.

Dans sa dernière édition, le [Moniteur des finances publiques](#) explique que tous les gouvernements sont confrontés à des choix difficiles. Nombre d'entre eux doivent continuer à perfectionner leurs plans de réduction de la dette et des déficits à moyen terme, et les faire connaître aux investisseurs et aux marchés financiers.

« Le rythme d'ajustement à adopter dépendra, pour chaque pays, de l'intensité de la pression qu'il subit de la part des marchés, de l'ampleur des risques pesant sur sa croissance et de la crédibilité de son programme à moyen terme », a déclaré Carlo Cottarelli, directeur du Département des finances publiques du FMI, qui a préparé le rapport.

Dans une [allocution](#) prononcée la semaine dernière à Washington, M^{me} Christine Lagarde, Directrice générale du FMI a expliqué qu'à vouloir rééquilibrer trop vite on risque de nuire à la reprise et d'aggraver les perspectives d'emploi. À court terme, les gouvernants doivent se centrer sur les mesures qui produiront le plus de résultats, qui créeront des emplois et donneront un coup de pouce à la croissance.

Le [Moniteur des finances publiques](#) paraît deux fois par an et suit l'évolution des dépenses, dettes et déficits publics de par le monde. Des mises à jour trimestrielles sont publiées en janvier et en juillet.

Le FMI a aussi rendu public son rapport sur le [Perspectives de l'économie mondiale](#), qui fait le constat de l'affaiblissement de la reprise mondiale. Les projections chiffrent le taux de croissance des pays avancés à 1,6 % en 2011. Celui des pays émergents et en développement serait de 6,4 % en 2011.

De nouvelles avancées en 2011

La réduction des déficits des finances publiques des pays avancés et émergents n'a cessé de progresser cette année, et le rythme d'amélioration est grosso modo conforme aux projections de l'édition d'avril 2011 du *Moniteur des finances publiques*.

Pour les pays avancés, le déficit moyen serait, selon les projections, de 6,7 % du PIB en 2011, soit un mieux de 0,4 % par rapport aux prévisions du [rapport d'avril 2011](#).

Le déficit des **États-Unis** devrait, d'après le FMI, tomber à 9,6 % du PIB en 2011. Le déficit global serait inférieur d'environ 1 % du PIB à la prévision du Moniteur des finances publiques d'avril. Cela tient pour une large part à l'accroissement des recettes publiques et au ralentissement des dépenses.

Le FMI prévoit une diminution sensible du déficit des États-Unis en 2012, mais cette prévision ne prend pas complètement en compte l'incidence du plan pour l'emploi proposé par le Président Obama. D'après le FMI, ce plan apporterait donnerait un coup de fouet bienvenu à l'emploi et à la croissance, mais il doit s'insérer dans un plan clair de réduction du déficit et de la dette à moyen terme.

L'Europe se trouve face à une crise de la dette publique et à ses répercussions sur les banques, alors qu'elle prévoit de réduire les dettes et les déficits tout en s'efforçant de soutenir la croissance économique. Les déficits de la zone euro devraient diminuer d'environ 2 % du PIB cette année et 1 % du PIB l'an prochain. Les pays qui bénéficient de conditions de financement relativement favorables pourraient choisir de ralentir le rythme de l'ajustement à court terme, quitte à prendre plus tard des mesures compensatoires si les perspectives de croissance se dégradent nettement. Les pays dont les coûts d'emprunt sur les marchés financiers sont élevés n'ont d'autre choix que d'appliquer leurs plans de réduction des déficits intégralement et sans délais, selon le FMI.

Le tremblement de terre et le tsunami dévastateurs que le Japon a subis en mars dernier ont ralenti la croissance économique et ont eu de lourdes répercussions sur les recettes et dépenses publiques.

Mais les maux budgétaires du Japon datent d'avant les récentes catastrophes naturelles et il importe que le gouvernement élabore un train de mesures pour faire baisser au cours des prochaines années le ratio d'endettement et le déficit qui sont les plus élevés de tous les pays avancés, après avoir pris en charge la reconstruction et les dépenses sociales afin d'aider l'économie à se relever.

Ratios d'endettement à trois chiffres dans les pays avancés

Bien que la plupart des pays aient prévu des coupes budgétaires pour contenir leur dette publique, le ratio d'endettement des pays avancés dépassera les 100 % du PIB en 2011, d'après les projections. L'essentiel de l'accroissement de ce ratio depuis 2007 s'explique par

la baisse du PIB et des recettes publiques, conséquence directe de la crise économique mondiale.

La carte des risques en matière de viabilité des finances publiques montre que les risques restent globalement élevés pour les pays avancés, et que les divergences entre les pays se sont accentuées depuis avril 2011.

Pays émergents

Au total, les déficits des pays émergents devraient diminuer de 1 % du PIB en 2011 et d'environ ¼ % en 2012, d'après les projections du FMI. Il y a certes des différences entre les pays émergents, dont certains surfent sur la hausse des cours des matières premières et les afflux massifs de capitaux, mais le FMI met en garde contre la montée des pressions budgétaires dans certains pays, qu'il sera nécessaire de maîtriser dans les années à venir.

Pressions des prix des produits alimentaires et des carburants

Les pays à faible revenu ont relativement bien survécu à la crise, grâce en partie aux volants de sécurité qu'ils avaient constitués pendant les périodes de prospérité. Ils ont pu dépenser de l'argent au moment du ralentissement pour soutenir l'activité économique et, en 2010, ils ont commencé à réduire leurs dépenses à mesure que l'économie se redressait.

Le rythme de réduction des dettes et des déficits des pays à faible revenu s'est ralenti en 2011 en raison des risques liés à la hausse des prix des produits alimentaires et des carburants. Il leur faudra mieux cibler les dépenses sociales, accroître les recettes publiques et veiller à l'efficacité des dépenses pour tirer le meilleur parti de leurs ressources limitées.

Les pays émergents comme les pays à faible revenu doivent trouver un équilibre délicat entre deux impératifs : faire face aux coûts sociaux de la hausse des prix des produits alimentaires et des carburants, tout en maintenant leurs dettes et leurs déficits sur une trajectoire viable.

■ Le FMI rendra public son *Rapport sur la stabilité financière dans le monde* le 21 septembre à Washington.